

Cuba n'entravera pas les mesures annoncées par les États-Unis



La Havane, 28 mai (RHC) Cuba n'entravera pas les mesures annoncées mardi par le Bureau de Contrôle des Actifs Étrangers du Département du Trésor, qui visent à favoriser le secteur privé, même si elles sont limitées et ne profitent pas à l'ensemble de la société, a déclaré Johana Tablada, directrice générale adjointe pour les États-Unis au Ministère des Affaires Étrangères (Minrex).

Ces mesures, annoncées il y a deux ans par le président Biden, ne touchent pas au corps du blocus économique, commercial et financier imposé par son gouvernement, ni ne modifient les règles extrêmes appliquées à Cuba, et démontrent qu'une fois de plus, le gouvernement américain tente d'adapter ses actions, non pas à la réalité de la nation, mais à une fiction construite sur cette réalité, et qui sépare le secteur privé, a-t-elle ajouté.

La diplomate a affirmé que les États-Unis ignorent que le secteur privé, ou les formes non étatiques de gestion, et le secteur public font partie du même cadre, qui est le système d'entreprise cubain, et bien sûr de la société dans son ensemble.

Elle a rappelé que le secteur privé à Cuba a été créé sur la base de décisions prises par le gouvernement en consultation avec la population, une exigence importante de la Constitution de 2019.

Elle a également déclaré qu'il en va de même lorsqu'on lit le document et qu'on est frappé par le traitement des questions liées à Internet et à son utilisation massive, alors que sur l'île, le principal obstacle à son fonctionnement est lié aux centaines d'outils et aux centaines de programmes qui sont encore interdits précisément pour répondre à l'objectif principal de la politique américaine, qui n'est pas de bénéficier à la société cubaine, a déclaré Tablada.

L'analyse préliminaire des mesures publiées aujourd'hui montre qu'il sera très difficile de mettre en œuvre certaines d'entre elles, car la décision du gouvernement américain de ne pas retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme a un impact très important sur ces mesures.

Cuba les étudie, a indiqué Tablada, et la décision du gouvernement est ferme. Si elles ne violent pas la législation nationale et représentent réellement une opportunité ou une ouverture pour notre population, et que la population en bénéficie, même si c'est pour un segment spécifique de notre population, le gouvernement cubain ne va pas mettre d'obstacles à l'application de ces mesures.

Le 28 mai, l'Office of Foreign Assets Control du département du Trésor américain a annoncé qu'il « autorisait les entrepreneurs cubains à ouvrir et à utiliser des comptes bancaires américains via Internet pour effectuer des transactions financières » depuis l'île et qu'il cherchait à « promouvoir la liberté d'Internet à Cuba, à soutenir les entrepreneurs indépendants du secteur privé et à élargir l'accès à certains services financiers pour le peuple cubain ».

Cependant, Cuba reste sur la liste des États soutenant le terrorisme, ce qui limite les transactions financières avec les banques internationales, entrave l'arrivée des compagnies maritimes dans les ports cubains, et le gouvernement américain renforce ses mesures unilatérales de blocus coercitif et d'ingérence (ACN).



Radio Habana Cuba